

Flash

Juin 2022

Optimum Vie est une société d'assurance française membre du Groupe Optimum, un groupe financier diversifié privé canadien ayant des activités au Canada, aux États-Unis et en France.

Voici les rubriques de votre *Flash* de juin :

1. Les Rendez Vous du Courtage Lyon le 21 juin dernier
2. 21^{ème} édition des Journées du Courtage - Paris
3. Signature électronique
4. Revalorisation des retraites de 4 % (source Prévisima)
5. Le barème de l'impôt sur le revenu indexé sur l'inflation

6. Economie : le prix de la guerre – Perspectives économiques de l'OCDE / juin 2022 / source OCDE
7. Déficit commercial : nouveau record du déficit commercial en avril, à 12,4 milliards d'euros
8. Optimum Gestion Financière : Les actifs refuges à découvert

Les Rendez Vous du Courtage Lyon le 21 juin dernier

Un grand merci à tous nos partenaires actuels et futurs qui sont venus nous rendre visite lors de ce deuxième salon de Lyon.

Nous avons été ravis de vous accueillir nombreux sur notre stand et heureux de vous présenter nos solutions d'assurance vie.

21^{ème} édition des Journées du Courtage - Paris

Comme pour les précédentes éditions, nous serons présents à ce rendez-vous incontournable du courtage français.

Retenez d'ores et déjà les dates : **20 et 21 septembre au Palais des Congrès-Porte Maillot** ; toute l'équipe commerciale sera disponible pour vous accueillir lors de ces deux journées.

Signature électronique

Comme votre délégué vous en a informé il y a quelques semaines, nous vous rappelons que la solution de signature électronique « DOCAPOSTE », fonctionnelle depuis plus de deux mois désormais, remplace la solution « Sell&Sign » (Oodrive).

Il ne vous sera donc plus possible d'effectuer des souscriptions nouvelles en signature électronique avec *Sell&Sign* à compter du 30 juin.

Par ailleurs, nous vous confirmons que nous avons désormais quatre contrats disponibles en signature

électronique avec l'intégration récente de notre contrat **Optimum Placement Privilèges**.

Les contrats disponibles :

- **Optimum Placements Privilèges;**
- **Optimum Projets;**
- **Optimum PER Individuel;**
- **Optimum PER Individuel Privilèges.**

Nos délégués restent bien évidemment à votre disposition pour tous renseignements relatifs à l'accès, au process...



Revalorisation des retraites de 4 % (source Prévisima)

Emmanuel Macron, avait annoncé le 6 avril vouloir « indexer les retraites sur l'inflation dès cet été », au lieu d'attendre la traditionnelle revalorisation automatique du 1^{er} janvier. Les détails de cette mesure se dévoilent.

Une mesure qui sera effective à l'été 2022

Le 24 mai, **Olivier Dussopt** nouveau ministre du travail a annoncé que la mesure était destinée à entrer en vigueur pour les pensions de retraite du mois de juillet, qui est versée le 9 août pour les retraités anciens salariés.

Retraite : une revalorisation de 4 %

Élisabeth Borne a confirmé le pourcentage de revalorisation : « je vous confirme que pour toutes les retraites, il y aura bien, en juillet, une revalorisation de 4 %, dont au global ça fera un peu plus de 5 % ». En effet, une augmentation de 1 % avait déjà été appliqué sur les retraites en début d'année.

Pour illustration, la Première ministre a expliqué que « très concrètement, pour une personne qui a une pension de 1 200 €, c'est 60 € de plus par mois ».

Cette revalorisation reste toutefois inférieure à ce que souhaiteraient les syndicats de retraités, qui demandent une revalorisation de 4,5 % avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

Seules les retraites de base des anciens salariés du privé sont pour le moment concernées. Les retraites complémentaires, gérées par les partenaires sociaux, ne sont pas amenées à être augmentées.

<https://www.previsima.fr/actualite/tout-ce-qui-faut-savoir-sur-la-revalorisation-des-retraites-de-4.html>



Le barème de l'impôt sur le revenu indexé sur l'inflation

Pour **Bruno Le Maire**, il ne faut pas que les Français paient plus d'impôts sur le revenu à cause de l'inflation.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a expliqué lors d'interviews récentes que la France n'en avait pas fini avec l'inflation. « On est dans le pic, et il va durer encore quelques semaines voire quelques mois », en raison, notamment, de « la guerre en Ukraine et du blocage chinois », a-t-il énuméré. Pour lui, l'inflation devrait commencer à refluer « début 2023 ».

Selon le ministre de l'Économie, il ne faut pas que « les Français paient plus d'impôts sur le revenu à cause de l'inflation », a-t-il affirmé.



Face à l'inflation, les Français les plus modestes commencent à puiser dans leurs économies ; c'est pourquoi « nous allons indexer le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation », a annoncé Bruno Le Maire.

Concrètement, « on augmente les seuils du montant de l'inflation », a-t-il expliqué, afin d'éviter que des personnes qui ne payaient pas d'impôts sur le revenu jusqu'ici commencent à en payer en raison de cette hausse des salaires liée à l'inflation, ou que des salariés « basculent dans des tranches supérieures ». « Nous devons protéger » les Français de l'inflation, « je pense que c'est nécessaire économiquement et que c'est juste », a indiqué le ministre.

Economie : le prix de la guerre – Perspectives économiques de l'OCDE / juin 2022 / source OCDE

Le monde paie au prix fort la guerre menée par la Russie en Ukraine.

qui touche les populations partout dans le monde.

et soulève des risques sérieux pour la sécurité alimentaire des économies les plus pauvres de la planète.



Une crise humanitaire est en cours, faisant des milliers de morts et contraignant à l'exil des millions de réfugiés. Cette guerre a également déclenché une crise du coût de la vie,

Cette hausse de l'inflation, amplement due à l'envolée des prix de l'énergie et de l'alimentation, crée des difficultés pour les populations à faible revenu

Alliée à la politique « zéro COVID » de la Chine, la guerre a entraîné l'économie mondiale sur une trajectoire de ralentissement de la croissance et de hausse de l'inflation - une situation inédite depuis les années 1970.

Les trois principaux messages de ces Perspectives économiques sont les suivants :

- La guerre ralentit la reprise;
- Les tensions inflationnistes se sont intensifiées;
- La crise du coût de la vie entraînera des difficultés et des risques de famine.

Les trois points en détails dans l'intégralité de l'article <https://www.oecd.org/perspectives-economiques/>

Déficit commercial : nouveau record du déficit commercial en avril, à 12,4 milliards d'euros

L'augmentation des prix des importations d'énergie a largement participé à cette nouvelle détérioration historique du déficit.

Le déficit commercial des biens français a atteint un nouveau record en avril à 12,4 milliards d'euros, « sensiblement » dégradé par les importations d'énergie dont les prix ont flambé avec l'invasion en Ukraine, ont précisé les Douanes.

Il atteint également un record absolu en cumul sur douze mois glissants, à 106,6 milliards d'euros. La nette dégradation du solde français des échanges est liée à la progression « prononcée » des importations, jusqu'à 58,8 milliards d'euros, contre « des exportations qui augmentent ce mois-ci plus légèrement », à 46,4 milliards, détaillent les Douanes.

Cet écart est porté « majoritairement par la croissance des prix des biens échangés », précisent-elles, affirmant que les prix à l'importation ont augmenté de 7 % quand ceux à l'exportation n'ont pris que 4 %. « La hausse des prix de l'énergie est une nouvelle fois la principale responsable de cette situation », ont-elles ajouté, soulignant que hors énergie, le solde extérieur des biens recule « plus modérément sur le mois », s'aggravant de seulement 100 millions d'euros par rapport à mars.

Un déficit des transactions courantes à 3,4 milliards d'euros en avril

Outre l'énergie, les échanges de biens de consommation et de bien intermédiaires affichent des « soldes respectifs quasi-stables ce mois-ci »,



« dans un contexte de hausse des prix alimentaires et industriels », ont ajouté les Douanes. Du côté de la balance des paiements, qui inclut les échanges de services, le déficit des transactions courantes est ressorti à 3,4 milliards d'euros en avril, parfaitement stable par rapport au mois précédent selon les chiffres révisés, a détaillé la Banque de France mercredi.

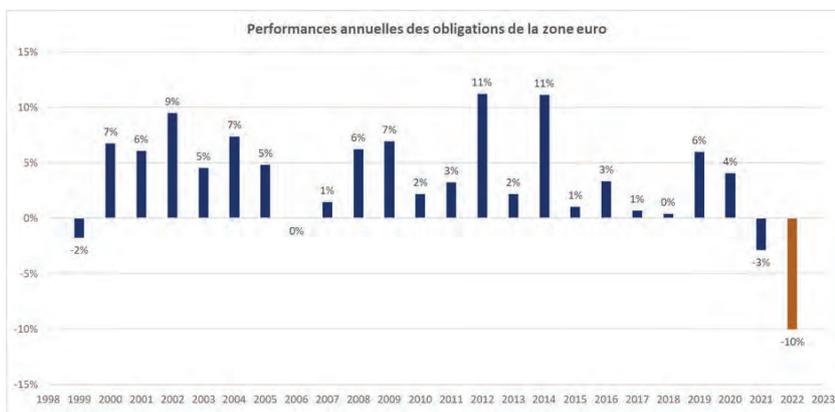
Optimum Gestion Financière : Les actifs refuges à découvert

Quand les valeurs « sûres » ne protègent plus...

Indéniablement compliqué pour les marchés actions, le début de l'année n'est pas plus rose pour les marchés obligataires. Alors que les obligations ont habituellement tendance à se comporter comme une protection contre la volatilité des marchés actions, cette année est, pour l'instant, bien différente.

En effet, le marché des obligations de la zone euro affiche au 13 juin la pire performance depuis

la création de la monnaie unique avec près de -10 % ! Ainsi, cette année, même un investissement dans des actifs réputés « sans risque » n'aurait pas permis de protéger le capital investi à court terme.



Source : Bloomberg, 13 juin 2022

Cette mauvaise performance de la classe d'actifs explique la performance médiocre du fonds Optimum Obligations (-8,1 % net de frais depuis le début de l'année au 17 juin) et donc celle du profil « Prudent », dont il constitue 55 % de l'exposition.

Pourquoi une si mauvaise performance ?

La performance des obligations est liée aux mouvements des taux d'intérêt (c'est-à-dire la rémunération exigée par les investisseurs). Lorsque le taux d'intérêt augmente, la valeur des obligations baisse et inversement. La rémunération exigée par les investisseurs est fonction des perspectives de croissance, des perspectives d'inflation et d'une prime de risque spécifique à l'émetteur de la dette.

En fin d'année 2021, les taux d'intérêt obligataires ont entamé une légère hausse, portée par des perspectives d'une reprise vigoureuse et une inflation en hausse (et jugée temporaire). L'éclatement du conflit russo-ukrainien et ses conséquences sur les matières premières ainsi que les disruptions de chaînes d'approvisionnement

ont provoqué une rapide hausse des prix qui a surpris les consommateurs, les investisseurs et les banques centrales. Ces éléments sont venus réduire les perspectives de croissance et rehausser les perspectives d'inflation, accélérant la remontée des taux d'intérêt, comme illustrée sur le graphique dans le haut de la page suivante.

Devant une inflation plus élevée et sûrement plus durable, les banques centrales ont été contraintes de réagir. Ainsi, la Banque centrale européenne (« BCE »), lors de sa dernière réunion, a préparé les intervenants de marché pour la première hausse de ses taux directeurs depuis 2011 et a annoncé la fin de ses programmes d'achats d'actifs. Ce changement de ton a accentué la hausse des taux d'intérêts en zone euro.

Optimum Gestion Financière : Les actifs refuges à découvert (suite)

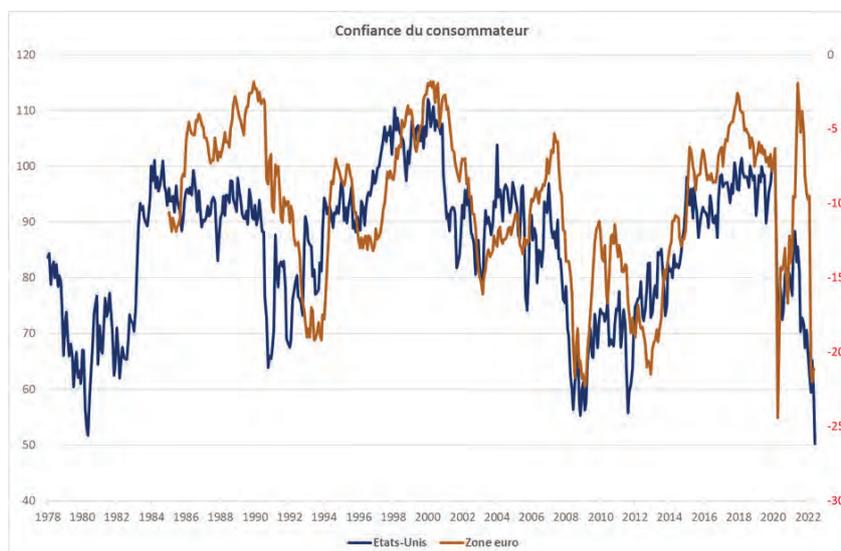


À quoi s'attendre ?

Les banques centrales des pays développés ont pris acte d'une hausse des prix plus rapide et plus durable qu'initialement anticipée. Dans un contexte économique en ralentissement, mais tout de même dynamique (grâce au dynamisme des services en particulier), les institutions ont commencé à préparer les investisseurs à une accélération de leur resserrement monétaire. Les investisseurs prévoient maintenant des taux directeurs proches des niveaux d'avant-crise financière de 2008 (soit près de 1 % pour le taux de dépôt de la BCE, actuellement à -0,50 %).

Aussi, en zone euro, la hausse de l'inflation initialement due aux prix des matières premières énergétiques commence à se diffuser aux autres composantes (services, biens non énergétiques, alimentation...). La crainte principale étant que cette inflation s'installe et enclenche des hausses de salaire, créant une boucle inflation-salaire. Les investisseurs anticipent maintenant une inflation à long terme proche des niveaux d'avant-crise financière de 2008.

Cependant, l'environnement économique semble moins favorable à un resserrement monétaire. En effet, les indicateurs d'activité se tassent tandis que la confiance du consommateur et des chefs d'entreprises est en chute libre et à des niveaux historiquement bas.



La BCE et les marchés craignent maintenant qu'une hausse rapide des taux d'intérêt fragilise les économies les plus vulnérables de la zone euro (Italie, Grèce, Portugal, Espagne), conduisant à une fragmentation de l'union monétaire. Ainsi, l'institution se dit prête à remettre en œuvre des programmes ciblés de soutien à la dette de ses pays.

La faible performance de la classe d'actifs obligataire nous incite à devenir positifs sur les perspectives de rendement à moyen et long terme. Dans ce premier semestre, où les classes d'actifs affichant une performance positive se comptent sur les doigts d'une main, la baisse des valorisations des obligations (la hausse de leur taux de rendement) constitue une opportunité d'investissement. En effet, la classe d'actifs bénéficie d'une volatilité plus faible que les actions et d'une meilleure liquidité que la pierre-papier avec un rendement quasiment similaire.

Performances (nettes de frais de gestion)	Au 17 juin 2022		
	Fonds	Indice	V.A.
Optimum Actions	-27,3	-15,8	-11,5
Optimum Actions Internationales	-24,5	-15,7	-8,8
Optimum Patrimoine	-18,1	-12,3	-5,8
Optimum Obligations	-8,1	-7,5	-0,6
Fonds Optimum Actions Canada (R)	-11,8	-5,1	-6,7

OPTIMUM VIE S.A.

94, rue de Courcelles
75008 Paris, France
+ 33 1 44 15 81 81

optimumvie.fr
optimumvie.fr/linkedin

